UNE RATIONALITÉ RÉAPPROPRIÉE PAR UNE AUTRE ? L'ÉCONOMIQUE ET LE SOCIOCULTUREL DANS LA RECHERCHE SUR LE TRAVAIL/DÉVELOPPEMENT

« La culture est en relation avec tout ce que l'homme (...) invente, conquiert, réalise. Elle est héritage et mémoire... »

(H. BARTOLI)*

Au cours des deux dernières décennies, la plupart des pays du tiers-monde récemment indépendants ont mis en place une stratégie de développement marquée à la fois par la prépondérance d'un acteur, l'État, et par la priorité accordée à certains choix industriels. D'une certaine façon, l'industrialisation a été menée « à la manière dont on relève un défi », elle est devenue une « affaire d'État » (1), et chez les planificateurs, le souci de la mettre en place dans le cadre d'un développement dit moderne l'a souvent emporté sur la nécessité de ne pas brûler certaines étapes et sur la prise en compte de certaines contraintes, en particulier celle de l'adhésion sociale des hommes concernés par ce processus.

Dans ces conditions, le développement impulsé n'était pas sans risque : le risque souvent dénoncé de voir compromise la complémentarité industrie/agriculture, le risque de l'inadaptation des forces productives qui tient à l'insuffisante formation et à la difficile maîtrise collective de la technologie, le risque également d'une résistance de la part de la force de travail et de certaines forces sociales qui conduisent leur propre stratégie autonome face à une stratégie globale imposée... Seules, les premières contraintes ont été très tôt prises en compte dans la réflexion et parfois dans la politique productive; par contre la résistance possible de la force de travail, notamment dans ses formes sociales et culturelles, par rapport à l'organisation — supposée unifiante — était, semble-t-il, moins présente dans les préoccupations des planificateurs. Elle n'en était pas moins inscrite en filigrane dans les choix engagés. Comment supposer

* Professeur de sciences économiques, U.E.R.2., Université Paris Panthéon-Sorbonne. Envoyé par l'* de la citation d'H. Bartoli, sous le titre de l'article.

(1) P. JUDET, « Conséquences sociales de l'industrialisation dans le tiers monde », *Politique Aujourd'hui*, n° 3-4, Paris, été 1981, p. 53.

en effet que l'irruption dans une société à dominante rurale « d'ensembles techniques complexes » et souvent porteurs d'une histoire étrangère puisse être « indifférente à l'espace social où elle s'insère »? Comment s'étonner que l'urbanisation massive dont elle s'accompagne ne provoque des retentissements sociaux ? Comment imaginer que le soutien accordé par l'État à certains groupes sociaux, à certains types d'activité et d'organisation au détriment d'autres reste sans réponse de la part des couches sociales attachées à des formes d'organisation ou de relations sociales devenues (ou considérées comme) anciennes ?...

Au Maghreb, le corps social dans son ensemble s'est trouvé ainsi « partagé entre deux aires où les références historiques (...) les échelles de valeur », les normes de rationalité, « et les types de sensibilité sont distincts et souvent contradictoires » (2). Certes, le phénomène n'est pas nouveau, il était déjà bien engagé avant les indépendances. Les choix politiques et économiques imposés par le pouvoir colonial avaient bouleversé les supports de l'organisation matérielle de la société et la vie spirituelle des peuples concernés, mais ceux-ci disposaient d'un idéal de référence, l'Indépendance Nationale, qui permettait de cimenter leur cohésion sociale (notamment dans la Guerre de Libération), et qui faisait que chacun se sentait impliqué dans un destin collectif qui pouvait donner sens à son existence.

La stratégie de développement qui a suivi reposait sur un projet de société en construction, mais dans les faits elle a poussé parfois plus avant le système de décomposition des rapports sociaux. La politique économique mise en place, construite dans une optique légitimement modernisante, mais aussi « dans l'uniformité d'une culture unique » (!) n'a pas toujours tenu compte de la signification sociale de certains refus, ni des dynamiques locales propres des hommes à l'intérieur de l'organisation naissante. C'est pourquoi « les effets de stoppage » sont parfois aussi importants que « les effets d'entraînement » dans le développement impulsé (3). Disons les choses autrement à partir de quelques exemples : lorsque des agriculteurs refusent l'innovation technique et culturelle ou la réinventent à « leur » façon; lorsque des travailleurs d'une unité de production industrielle mettent en défaut la rationalité productive ou refusent « le » collectif de travail et se réapproprient l'organisation autrement (sur la base de rapports sociaux repensés), il y a des dynamiques locales propres qui s'expriment. Elles ont une signification, et d'une certaine façon, elles transmettent un message... Ainsi *des faits nouveaux entrent en contradiction avec les options premières*. Ils témoignent des relations entre les choix économiques rationnels et les autres aspects de la culture d'une société. Ils posent une question essentielle qui n'a peut-être pas reçu l'attention qu'elle méritait dans la recherche actuelle : la prise en compte de la confrontation de rationalités différentes face à une organisation souvent extérieure. C'est une condition indispensable pour que les choix effectués deviennent les choix de la société concernée. Un développement vraiment endogène est à ce prix.

(2) KRICHEN (A.), « Un débat urgent, les problèmes de la langue, de la culture et de l'intelligence, pour (re)lancer la discussion », *Le Mensuel* n° 1, Tunis, mai 1984, p. 29.

(3) À partir des expressions bien connues de F. PERROUX, P. JUDET écrit une réflexion voisine dans l'article déjà cité.

A un moment où la réflexion sur le développement est « acculée » à se faire plus consciente, la prise en compte de ces formes d'expression inscrites dans le terreau local social et culturel des hommes, celles des dynamiques propres de certains acteurs sociaux face aux choix dominants pourrait devenir une priorité. Elle invite le chercheur en sciences sociales — particulièrement l'économiste (4) — à ouvrir sa réflexion et à réinsérer dans l'analyse des éléments trop souvent ignorés.

C'est dans cet esprit, qu'on formulera ici quelques remarques. Mais auparavant certaines précisions s'imposent encore...

L'objectif de ces lignes n'est pas de faire l'analyse en soi des obstacles sociaux et culturels à certaines logiques de développement, ni celle des dynamiques locales internes. Il est plutôt de s'interroger sur la direction dans laquelle, à l'avenir, la recherche pourrait se trouver réorientée à la lumière de certains constats dans l'évolution sociale des économies maghrébines.

Il ne s'agit pas de renier les approches théoriques déjà existantes, ni leur capacité explicative. La démarche poursuivie ne signifie nullement que l'on ferme les yeux sur les effets de la dépendance et de l'insertion des pays concernés dans l'économie mondiale; elle ne réduit pas non plus l'importance des choix politiques et le poids (!) de certaines forces sociales dans les décisions dominantes. Elle ne fait pas abstraction du développement inégal des techniques, ni des difficultés de la mise en place d'une organisation industrielle avec tous les freins qui peuvent exister à la fluidité du système productif. Il n'est pas question d'abandonner des outils d'analyse qui font preuve, même de manière limitée.

La démarche souhaitée ici est plutôt de réintroduire — à l'intérieur d'un cadre qui risque de se figer et dans un débat qui privilégie trop certaines explications — une dimension longtemps absente. A terme, ceci devrait conduire à formuler quelques hypothèses et à compléter certaines problématiques.

Est-il nécessaire d'ajouter que cette proposition n'est possible qu'à partir d'une confrontation aux pratiques; c'est-à-dire à partir d'une observation minutieuse et systématique (dans les lieux de la production industrielle ou agricole, ou de l'éducation) et à partir d'interviews auprès de différentes catégories de travailleurs (5). La spéculation théorique n'aurait pas de sens dans le cas contraire. Déjà des travaux de type monographique existent et participent de cet effort, ils sont encore peu nombreux, mais fortement documentés et porteurs d'une réflexion qui inspire en partie les lignes qui suivent.

(4) Les travaux des sociologues marquent à cet égard une nette avance. Citons seulement ceux de A. EL KENZ, M. MERTOUZ, N. SAFIR, G. DUVIGNAUT pour l'Algérie, N. BOUDERBALA, P. PASCON, M. ABBIF pour le Maroc, A. KRICHEN et M. BOUCHRARA (également économiste) et d'autres pour la Tunisie.

(5) « Tous les problèmes humains sont, de près ou de loin, des problèmes du travail... » (H. BARTOLI).

I. — LA RÉAPPROPRIATION N'EST PAS LA RÉCUPÉRATION...

La première tâche consisterait à identifier les espaces d'autonomie maintenus ou repris par les travailleurs de l'industrie ou par les ruraux à l'égard de l'organisation industrielle et de la technologie extérieure ou par rapport à l'Etat. La réappropriation au sens strict consiste à faire sien ce qui avait cessé de l'être, à reprendre le contrôle sur... Les espaces d'autonomie gagnés par des résistances diffuses des travailleurs, résistances négatives ou novatrices pour l'organisation en sont une expression.

Les premières, les résistances négatives ou régressives, sont exploiteuses des changements intervenus, elles en sont une sorte de récupération : c'est notamment le cas du gestionnaire de l'administration publique ou d'une société nationale, qui à travers la charge qui lui est confiée s'aménage un réseau de relations du type clientèle ou se constitue un stock de biens utiles personnels; parfois même il y a corruption ou existence de pouvoirs manœuvriers... C'est la réappropriation du service public par le privé, voire de l'Etat considéré comme étranger (?) selon l'idée du beylik (6). Cette forme de réappropriation involutive est un contre-changement, elle ne retiendra pas notre attention, mais elle fait parfois alliance avec certaines formes évolutives et novatrices dont il importe de la distinguer.

Ces dernières sont en effet des initiatives inventives de formes nouvelles susceptibles de transformer le projet initial d'une certaine organisation à partir de la logique des travailleurs; elles sont des dynamiques de changement. Elles traduisent la réappropriation de la logique rationalisante d'une organisation pensée ailleurs (à l'extérieur) pour la faire sienne. C'est le cas par exemple du collectif de travailleurs réaménagé pour intégrer certaines pratiques communautaires, au sein de l'unité de production; c'est un ensemble de rapports au travail modifiés à partir de savoir-faire repensés face à une technologie (importée)... Elles traduisent, comme on l'a écrit, une relation dialectique entre « le référentiel culturel » (7) des travailleurs et la rationalité économique introduite. Elles font partie des mutations requises par une société qui se construit. Faute de les prendre en compte, on peut induire des attitudes passives de désistement face à l'organisation... Les indicateurs en sont mouvants et difficiles à saisir (8). L'important serait d'en déterminer la signification, de rechercher l'articulation avec l'organisation dominante, d'en dresser une typologie et de les intégrer dans

(6) « Nous devons faire disparaître des mentalités, l'idée archaïque du beylik », H. BOUMEDIENNE, 24 septembre 1977 à l'U.G.T.A.

(7) BOUDERRALA (N.) et PAPY (F.), « Discours politique et autonomie du savoir technique : réflexions autour d'une expérience pédagogique », in M. BENCHIRH et collectif, *Politiques scientifiques et technologiques au Maghreb*, CNRS-CRESM, Paris, 1982, p. 23.

(8) Est-il nécessaire de préciser qu'il ne s'agirait pas ici d'analyser ce que révèlent les indicateurs classiques que sont les grèves ou les taux de syndicalisation (souvent peu significatifs, sauf en Tunisie) ou les débats des Assemblées de travailleurs... Ces formes de défense organisées qui ne représentent pas toujours des contre-pouvoirs effectifs ont déjà fait l'objet de réflexions fréquentes. Voir en particulier SRAIEB (N.) et collectif, *Le mouvement ouvrier maghrébin*, A.A.N. 1982, C.N.R.S., Paris, 1984.

un projet repensé. Ce serait peut-être déjà tester les prolongements possibles de ce phénomène en certains lieux d'une société qui se recrée... à partir de sa culture propre.

II. — L'ÉCONOMIQUE NE PEUT FAIRE CAVALIER SEUL, LE CULTUREL EST UNE BRANCHE DU MÊME ARBRE...

Les formes de résistance ou d'autonomie face aux stratégies globales sont repérables dans des champs différents selon les formes de développement des pays concernés. Il n'est pas nécessaire de rappeler ici les choix de développement retenus. En Algérie, le choix vigoureux d'une industrialisation introduite en 1967 (courageusement rectifiée depuis 1978 par une politique de restructuration) a entraîné une forte redistribution de la population active; la salarisation a gagné du terrain, et c'est dans l'organisation du travail industriel et aussi dans une agriculture délaissée qu'il faudrait rechercher les dynamiques locales (9) peut-être les plus manifestes. Le développement actuel du privé révèle sans doute encore d'autres expressions... Au Maroc et en Tunisie, où les tentatives d'accumulation nationale souvent relancées ont avorté, les espaces d'autonomie retrouvés par les travailleurs se font peut-être davantage en dehors de l'organisation d'où ils sont exclus. Elles s'expriment surtout au sein d'un petit secteur privé ou d'un secteur non structuré en extension... C'est en tenant compte de ces données que l'on peut ébaucher certaines pistes de recherche dont trois seulement seront ici privilégiées à partir des comportements sociaux — et donc aussi culturels — des travailleurs dans les économies concernées. Elles demanderaient encore à être contrôlées et mises à l'épreuve des faits.

A. LES SAVOIR-FAIRE REPENSÉS (10), LA RÉINTERPRÉTATION CULTURELLE DE LA TECHNOLOGIE

Chaque fois qu'un savoir-faire innovatif ajuste ponctuellement la technique (souvent importée) pour l'adapter à une opération, chaque fois qu'une ingéniosité propre d'un technicien contribue à modifier un segment d'un processus de production, il y a d'une certaine façon refus du déterminisme technologique. Cette forme d'adaptation innovatrice — même mineure — peut contribuer à induire d'autres rapports au travail et le mode de transmission du savoir-faire peut s'en trouver également modifié. Des exemples de cette réappropriation d'une culture technologique propre sont présents dans la petite industrie tunisienne (11) et dans l'agriculture marocaine, également dans la grande entreprise algérienne. Faute d'être encouragés et reconnus, il sont moins nombreux qu'ils ne devraient l'être dans certains cas... Ajoutons que la capacité inventive des

(9) Cette expression est souvent utilisée par N. BOUDERBALA et F. PAPY dans leur article déjà cité.

(10) Certains passages d'un travail déjà fait dans les Études de l'A.A.N. 1982 sont repris partiellement ici; voir BERNARD (Ch.) « Les résistances ouvrières dans l'Algérie en voie d'industrialisation », in N. SRAIEB et collectif, *o. c.*, p. 133.

(11) Un économiste tunisien, M. BOUHRARA, note à cet égard que « par delà la technique et l'économie », il y aurait « des formes nouvelles d'existence culturelle » (BOUHRARA, « L'innovation technologique parallèle », *Le mensuel*, n° 2, Tunis, juillet 1984).

travailleurs qualifiés et techniciens ne saurait être stimulée que si elle est prise en compte par les concepteurs ou les ingénieurs de l'organisation; or, ceux-ci ont été formés — parfois à l'étranger — dans les valeurs des vertus de la technique, dans le dogme de la « technophilie » (M. Haddab), ils sont « là pour la gérer » (N. Bouderbala) rationnellement et se trouvent dépourvus face à une tentative de réinterprétation culturelle de la technique. C'est pourtant bien celle-ci qui serait à promouvoir. « La » norme scientifique de la production (vue comme universelle), souvent impossible à respecter dans les conditions productives existantes, serait alors réintégré autrement, dans la logique des travailleurs, à partir de critères et d'expériences qui sont les leurs. Cela supposerait que « l'idéologie scientiste » cesse de négliger « les hommes porteurs de (...) structures socio-culturelles de la société locale » (12). Cela supposerait également que la fonction technique ne se trouve pas dévalorisée au profit de celle de la gestion ou de la conception. Cela supposerait enfin que la structuration des pouvoirs au sein des unités de production ne démobilitise pas certaines initiatives pour mieux mobiliser la main d'œuvre (dans « la mobilisation générale »)... Ces conditions exigeantes entraîneraient en fait une redistribution des pouvoirs et l'on s'explique qu'elles tardent à s'instaurer, surtout dans les grandes unités où la logique taylorienne est difficile à remettre en cause. Pourtant, il semble bien que toutes les analyses concernant les dysfonctionnements des procès de travail, celles concernant la formation et l'emploi et la maîtrise technologique gagneraient à les prendre en compte (en ce sens, gagner du temps c'est accepter d'en perdre; le temps social des hommes ne peut se confondre avec celui de l'opérationnalité immédiate).

B. LES COLLECTIFS DE TRAVAIL RÉAMÉNAGÉS PAR LA PRATIQUE COMMUNAUTAIRE

Une force de travail dite libérée, c'est aussi une force de travail supposée « séparée de ses attaches sociales traditionnelles » et donc, comme l'écrit un sociologue tunisien, Aziz Krichen, « supposée libre virtuellement des valeurs (...) du monde traditionnel ». L'introduction d'un processus industriel dans ces conditions, « ce n'est pas seulement l'apparition sur le marché du travail d'hommes ne disposant que de leur force de travail, c'est aussi, à un niveau idéologique et culturel global (...) la naissance du rationalisme et de l'individualisme ». Mais en fait, les formes anciennes ne meurent pas avec les structures économiques nouvelles; elles se renforcent même parfois et l'organisation économique récemment mise en place est amenée à composer avec elles. Il en est ainsi notamment chaque fois que des relations sociales communautaires, familiales, tribales ou villageoises l'emportent à l'intérieur du collectif de travail et contribuent à remodeler partiellement l'organisation. La rationalité de l'organisation — en l'occurrence le procès de travail dans son ensemble — peut se trouver d'une certaine façon réapproprié par celle des travailleurs. L'amélioration de certaines conditions productives y est souvent liée et toute recherche

(12) MEHTOUL (Med), *Le travail ouvrier dans l'industrie algérienne: le cas d'une unité de production du secteur d'activité de la construction métallique*, thèse de 3^e cycle d'économie et sociologie du travail, Université Aix-Marseille, LEST, Aix-en-Provence, 1985, p. 291.

d'efficacité par des stimulants matériels de type salarial a des effets incitatifs insuffisants si certaines solidarités entre les travailleurs demeurent non reconnues. Il en est notamment ainsi pour les primes de rendement accordées dans certaines unités industrielles en Algérie. Elles sont considérées comme ayant un effet de démobilisation (M^{re} Mebtoul) lorsqu'elles sont affectées au collectif de travail dans son ensemble là où elles seraient souhaitées « par équipe de travail où la solidarité est mieux ressentie » (13).

Ajoutons qu'au Maghreb — le fait est connu — pour bon nombre d'ouvriers non qualifiés, les liens avec la terre ne sont pas desserrés; pour ceux qui ont une qualification et pour les techniciens de l'industrie, la combinaison d'une occupation principale avec d'autres formes d'activité est très répandue. Le phénomène est évoqué sous le terme de la pluriactivité; il n'est pas sans présenter certains aspects contradictoires avec la constitution d'un salariat (14) (reposant sur la libération complète de la force de travail), il reçoit des significations économiques connues, mais il repose peut-être aussi sur certains soubassements culturels.

C. LA PLURIACTIVITÉ ET SES SOUBASSEMENTS SOCIO-CULTURELS

« Lors des enquêtes d'activité en Tunisie, on s'aperçoit qu'un certain nombre d'entreprises appartient à des patrons absentéistes (...) dont on connaît l'activité principale (fonctionnaires, salariés du secteur productif moderne,...) » (15). Le phénomène de la pluriactivité est difficile à situer, mais on sait qu'il n'est pas sans lien avec le secteur non structuré dont on connaît le poids grandissant dans l'économie marocaine et tunisienne. Les travailleurs de secteur non structuré représenteraient 40 % — peut-être plus ? — des actifs non agricoles en Tunisie. Au Maroc, où selon certaines hypothèses, on peut estimer à 69 % ou à 76 % la proportion de la population urbaine active engagée dans l'informel (16), le phénomène pèse d'un poids encore plus important. En Algérie, malgré une salarisation beaucoup plus étendue que chez ses voisins, pour nombre de travailleurs la combinaison successive de deux positions : celle de salarié de l'entreprise publique et celle de non salarié ou indépendant, est également bien connue...

Ainsi la petite activité marchande (clandestine ou officielle) et la pluriactivité qui lui est souvent attachée sont devenues un objet d'étude essentiel pour comprendre certains dynamismes économiques, et entre autres « la stratégie de vie et de survie des urbains (P. Deble et I. Hugon). Elles permettent également

(13) « Chaque équipe forme ici une communauté » écrit aussi A. EL KENZ), *Monographie d'une expérience industrielle en algérie, le complexe sidérurgique d'El Hadjar (Annaba)*, thèse de doctorat d'État en lettres et sciences humaines, Université paris VIII, département sociologie, mars 1984, p. 390.

(14) BERNARD (Ch.), « Le paradigme de l'emploi salarié en défaut également au Maghreb », colloque *Salarisation et semi-industrialisation*, I.R.E.P.D., Grenoble, février 1985.

(15) CHARMES (J.) et KAMOUN (A.), « Emploi et sous-emploi dans le secteur non structuré des pays en voie de développement, concepts et méthodes d'observation », *Session centenaire de l'Institut International de statistique*, Amsterdam, 12-22 août 1985.

(16) M'RABET (M^{re}), « L'emploi au Maroc, sources d'information, niveaux, structures et difficultés d'approches », *Séminaire sur les statistiques de l'emploi et du secteur non structuré*, Rabat, 10-17 octobre 1984.

de « débusquer le sous-emploi là où on ne l'attendait pas » (17) (dans l'administration et l'industrie publiques, plus que dans l'informel), elles représentent un mécanisme de reproduction de la force de travail et ainsi un mode inédit d'articulation entre l'économique et le social. Elles révèlent aussi que malgré l'importance du capital et de la grande industrie dans certains secteurs, l'économique est loin d'organiser toute la société.

C'est cette dernière approche qui gagnerait à être encore approfondie : il pourrait être éclairant de réinsérer dans l'analyse certains traits socio-culturels présents dans les choix effectués par les agents du secteur informel, dans des rapports sociaux qui se réinventent sans cesse face aux données nouvelles de l'économie. Il conviendrait de se demander notamment si au delà des données concrètes et rationnelles (en termes de compléments de revenus par exemple), les explications n'entrent pas en connivence avec une certaine histoire sociale des hommes, leur besoin préférentiel de travailler entre soi, dans un circuit non étatique, parfois dans une relation non salariale, dans « la cohésion du groupe d'origine » reconstitué. La pluriactivité et les petites activités marchandes concernent les citadins de fraîche date qui « croient » — comme l'écrit bien G. Duvignaut — « en la forte valeur de la « assabiya », cette solidarité mutuelle et forte sans laquelle l'homme n'est rien » (Ibn Khaldûn cité par l'auteur) et « reconstituent un réseau de liens aussi forts que ceux du sang ». « Un ressort prodigieux pour l'invention collective future est ici en attente ». « On ne fera rien de neuf en (...) ignorant la solidité et le dynamisme de ces cohésions ». « La pratique associative », « l'entraide » du groupe ou « le pacte avec un protecteur (le « hilf » analysé par Ibn Khaldûn) « permettent à l'individu « de tisser des liens qui lui offrent l'appui permanent d'alliés ». « Bâtit, ouvrir commerce, travailler au noir (...), s'établir maçon, mécanicien, vulcanisateur, restaurateur... » ? « Lorsqu'un groupe solidaire soutient l'initiative d'un individu, celui-ci peut (...) manifester les capacités d'adaptation les plus souples » (18)... C'est ce même soutien, auquel s'ajoute l'aspiration au profit, qui incite certains travailleurs à apporter leur épargne sur le marché informel des capitaux, celui des liens de parenté ou du groupe dont les membres se prêtent les capitaux les uns aux autres en vue de monter une affaire commerciale ou industrielle, déclarée ou clandestine (parfois les deux en même temps). Ce phénomène revêt de plus en plus d'importance en Algérie à un moment où (à la faveur de la diminution de la rente pétrolière) des encouragements sont donnés par l'État au petit et moyen privé qui revêt ainsi une conception de plus en plus valorisante... De date plus ancienne, et sur un mode revitalisé par la crise actuelle, l'activité commerçante de gros et de détail (micro-détail), très développée dans certaines villes marocaines, participe du même dynamisme, et l'on sait que ces activités trouvent

(17) CHARMES (J.), o. c., p. 16.

(18) DUVIGNAUT (G.), *Innovation agricole et société rurale en émergence, l'expérience pilote du Sersou, Algérie (1973-1977)*, thèse de doctorat d'État ès lettres, Université de Nice, Faculté de lettres, t. 2, p. 751.

elles-mêmes leur signification à l'intérieur de la réinterpénétration des rapports ethniques (19) ou de parenté antérieurs.

Ainsi en renouant sur un mode nouveau avec des formes sociales traditionnelles de travail dans l'espace urbain au Maghreb, la grande industrie d'une part, l'activité marchande d'autre part, maintiennent leur place et prennent une vigueur nouvelle... Pour les travailleurs, certaines pratiques traduisent un système de « défense » face à une logique du développement qui n'offre pas de solution alternative; ils puisent pour cela dans un patrimoine social et culturel qui constitue une dynamique motrice par rapport à l'organisation dominante. Ici, l'économique et le culturel sont étroitement liés. Ce sont les deux branches du même arbre.

Il serait donc nécessaire d'apporter un éclairage constant sur les articulations entre les formes d'activité ou de pluriactivité en vigueur et le modèle dominant « moderne »... Cette analyse serait indissociable de la prise en compte des incidences de la crise actuelle qui contribue à revivifier certaines formes; elle serait notamment indissociable des effets de la compétition internationale sur la gestion de la main d'œuvre, sur les formes prises par la salarisation (le recours particulier à un salariat d'un autre âge) dans les grandes unités et dans les petits ateliers. Les mises en défaut du marché du travail et l'évolution de la relation capital/travail dans les sociétés concernées nécessiteraient une analyse minutieuse. Également, les tutelles recrées dans des hiérarchies contradictoires — comme le « Khamessat » industriel — dans le petit privé. Tous ces éléments gagneraient à être croisés avec les comportements socio-culturels de travailleurs dans la situation économique où ils se trouvent (20)... Ajoutons enfin que les

(19) Le commerce de détail par exemple est essentiellement le fait des Soussi. En provenance de la vallée du Sous, ces migrants de longue date contrôlent la distribution dans les branches principales de l'alimentation (du thé et du sucre, en particulier) du tabac et des articles ménagers. Ces petits boutiquiers sont d'abord des marchands; « ils cherchent à gagner de l'argent et n'en dorment pas » (J. WATERBURY), mais parfois ils ne font « aucun profit réel »; ils mènent une « existence d'ascète », consomment à peine et ne survivent que grâce à leur capacité de repli sur la production de la terre avec laquelle les liens ne sont jamais desserrés. L'économie rurale de subsistance complète ainsi les insuffisances de l'activité marchande urbaine, et les membres de la famille (père, fils, frères, oncles) se relaient saisonnièrement de la boutique au bled (M. BENHLAL). L'objectif est en effet d'atteindre un certain niveau de satisfaction des besoins familiaux (au risque de la sous-consommation). Dans ce cadre, tout supplément de travail — à la terre ou à la boutique — est accepté dès lors qu'il y contribue. Cette dépense « marginale » de travail à l'intérieur de l'exploitation familiale entre elle-même en connivence avec des facteurs économiques extérieurs : l'absence d'emplois alternatifs mieux rémunérés ailleurs, et surtout des facteurs extra-économiques : le besoin de travailler « entre soi » dans une relation non salariale... Ce système « de défense » repose donc sur la conjonction d'une mobilité élevée de la force de travail entre des formes d'activité différentes au sein de l'unité de production et d'une faible mobilité externe de cette même force de travail en direction d'autres types d'exploitation (J. FREYSSINET). Il explique en grande partie la cohésion du groupe et la vitalité de l'exploitation familiale durablement urbaine et rurale à la fois. Des réseaux entiers de boutiques forment parfois une véritable chaîne sous la tutelle d'un membre soussi, et le « patron (...) gère alors un véritable trust d'épiceries comme le père administre la famille patriarcale » (M. BENHLAL). Parfois, les marchands riches y adjoignent des hôtels et des cafés... Dans tous les cas, l'organisation communautaire de type patriarcal se manifeste par le système de financement (il s'agit d'un crédit familial et très rarement du recours aux circuits bancaires) et par l'affectation du surplus (dans la maison ou la terre familiale).

cf. BERNARD (Ch.), « Les non-diplômés scolarisés au Maroc, une ressource en main d'œuvre spécifique pour une retraditionalisation de l'économie urbaine », A.A.N., CNRS/CRESEM, Paris, 1982, p. 429.

(20) Signalons au passage que de telles analyses révéleraient sans aucun doute le caractère nécessaire mais insuffisant de la référence de classe, pour saisir certaines réalités.

formes d'adaptation et les formes d'opposition à l'organisation font souvent alliance avec l'adhésion à certains modes de consommation. Ceci mériterait également une attention particulière.

III. — LE CULTUREL, FERMENT D'UNE SOCIÉTÉ OU FACTEUR DE DISSIDENCE ?...

Bien d'autres dynamiques de réappropriation socio-culturelle gagneraient encore à être repérées, interrogées et contrôlées minutieusement à une micro-échelle avant d'être réintégrées dans une réflexion plus large sur le développement. Telles qu'elles sont, celles qui ont été privilégiées ici — surtout les deux premières (les savoir-faires repensés et les collectifs réaménagés) — révèlent certaines des conditions d'insertion des travailleurs dans l'industrie. Encouragées, elles peuvent devenir ferment d'une société qui se construit. Non reconnues, elles peuvent se transformer en des « protestations invisibles et silencieuses » (21), en démobilisations récurrentes (turnover ou absentéisme) voire en « dissidence culturelle » sur les lieux mêmes de la production. Il en est ainsi notamment parce que l'intégration du comportement social et culturel des travailleurs interroge non seulement l'organisation de la production mais sa reconnaissance par l'ensemble de la société (22). Ceci appelle encore deux remarques.

— Les formes de réappropriation de l'organisation ne concernent pas que les travailleurs de l'industrie. Les agriculteurs ont également leurs dynamiques locales propres. Ce qui a été dit des conditions sociales et culturelles de l'accueil de la technologie dans l'industrie se trouve ici encore plus vérifié; l'importance de la solidarité du groupe d'origine et de certaines fonctions sociales de celui-ci y est très vivement ressentie dans les relations de travail. Inutile de développer ici des observations bien connues... Mais pour l'agriculteur, cette intégration au sein d'un collectif communautaire est renforcée par la nécessaire intégration dans la société dans son ensemble. Cette priorité est tellement vive qu'elle ne peut rencontrer immédiatement l'objectif prioritaire (lui aussi) de produire, présent chez le planificateur. L'échelle des valeurs n'est pas la même. L'intégration des ruraux dans le corps social dans son ensemble prime tous les autres objectifs. Or, cette intégration repose sur la satisfaction d'un certain nombre de besoins essentiels. Pour les ruraux — plus peut-être que pour beaucoup d'autre — « l'indépendance a été synonyme d'un avenir radieux »; elle signifiait avoir une maison, une radio, des routes goudronnées, un éclairage, de l'eau courante (23), des tracteurs, et par là, des cultures nouvelles (24). Les jeunes surtout

(21) Selon une expression de Y. BAREL réemployée par Med MERTOUZ à propos des travailleurs d'une entreprise industrielle algérienne.

(22) L'usine d'El Hadjar a été fondée sur des schémas organisationnels de type taylorien et « s'est trouvée rapidement », écrit A. EL KENZ, « en non correspondance avec l'organisation générale de la société, suscitant des comportements de résistance multifformes (abandons de poste après formation, absentéisme, indiscipline).

(23) L'eau pour la consommation courante et pour la culture a un pouvoir incitatif déterminant pour des populations conscientes de sa valeur et des méfaits de la sécheresse.

(24) Ceci a été mis en évidence par P. PASCON (*Études rurales, idées et enquêtes sur la campagne marocaine*, SMER, Rabat, 1980); par Az. MAHJOUR et M. BEN ROMDANE (*Transformations économiques et changements sociaux en Tunisie*, 1980); par SI. BEDRANI, CI. CHAULET et G. DUVIGNAULT pour l'Algérie...

sont entrés culturellement et idéologiquement dans la société industrielle. « L'acte de produire » ne peut donc « être prioritaire que s'il concourt à cette dynamique » (G. Duvignaut). Dans un développement qui tarde trop à reconnaître cette urgence (et où l'industrie est trop première par rapport à l'agriculture), la non adhésion des hommes se traduit par « un désintérêt pour l'innovation » (25), une vraie indifférence ou un rejet des conditions sociales de la production. C'est alors le monde rural en exode ! « La campagne devient un désert culturel » (P. Pascon). Dans ce cas, la dynamique locale potentielle ne bénéficie pas à la terre (26), elle se trouve marginalisée et reconvertie en ville dans des cultures d'emprunt (celles de la consommation) ou plus positivement dans ces petites activités dont les ressorts s'appuient sur un groupe reconstitué dont il a déjà été question.

— Les formes de réappropriation de l'organisation par les travailleurs ne sont pas le propre des sociétés maghrébines. Elles se retrouvent dans d'autres économies dont les stratégies de développement sont marquées du même sceau. Ce qui retient ici l'attention, ce sont les formes prises et les dynamiques exprimées par des travailleurs dans des sociétés marquées par une certaine histoire et une culture propres. Ces traits qui s'enracinent dans le terreau local et historique des hommes revêtent la plus grande signification et ont été ignorés dans les options du développement retenues... Mais on fera peut-être valoir alors que choisir de s'intéresser aux relations entre les choix économiques — fût-ce à partir de la situation sociale de travailleurs — et les autres aspects de la culture propre d'une société (arabo-musulmane), c'est aussi prendre en compte les aspects religieux. C'est indirectement poser la question de la faculté explicative de l'Islam dans la recherche économique, plus spécialement ici, celle relative aux comportements des travailleurs placés dans des conditions socialement déterminées. La fameuse sourate (XII verset 12) du Coran, « Dieu ne change rien à la situation d'une collectivité si les membres n'entreprennent eux-mêmes leur transformation », pourrait bien être invoquée pour justifier certaines formes de résistance ou de dynamismes dont il vient d'être question. Mais « l'effort de dissociation entre les comportements induits par la situation économique et ceux qui ont une autre origine (27) », peut-il être poussé plus loin ? Il ne semble pas, car les interférences nationales, arabes et musulmanes sont trop imbriquées dans les choix effectués... Par contre, ce qui apparaît plus certain, c'est que face à des partis, institutions ou organisations qui ne les reconnaissent pas, ou ne peuvent être considérés comme un levier central de changement, certains groupes sociaux marginalisés ou « menacés dans leur intégrité psychique (...) par une modernité » (Aziz Krichen), retrouvent dans

(25) P. PASCON, « Agriculture, faillites et perspectives », *Lamaliif*, Avril-Mai 1983, p. 20.

(26) D'autant moins que « ce sont les plus capables qui s'en vont, les plus hardis » écrit encore P. PASCON; conséquence, la production diminue... les importations augmentent...

(27) Ce sont à peu près les termes déjà formulés par G. DESTANNE DE BERNIS, « Islam et développement économique », in *Cahiers de l'ITSEA*, n° 106, Paris, octobre 1960 (série V n° 2), p. 105 et s. Il y a presque 20 ans, de façon plus radicale, M. RODINSON écrivait : « il est vain de rechercher le fondement des comportements sociaux de ce monde avant tout dans le Coran et la Sunna... » (in M. RODINSON, *Islam et Capitalisme*, Paris, le Seuil, 1966, p. 181). Cette vision est sans doute toujours actuelle.

l'Islam « leur identité et leur dignité ». L'Islam « leur permet de retrouver des motifs d'espoir (...) de se redonner une communauté », cette communauté (ne serait-elle pas alors fonctionnelle ?) que la société en voie de construction tarde trop à leur reconnaître en d'autres lieux... notamment ceux du travail.

Chantal BERNARD*

* CRESEM.